

Des squatters contre-attaquent !

Dans toutes les villes de France, **beaucoup de squats ont été expulsés ces derniers temps**, et ça continue. Telle est la loi du kârsher pour parler comme Sarkozy, des banlieues aux centres ville, de la France aux continents asiatique et africain. **On dirait que « nos » élus souhaitent nettoyer les centres ville de ses pauvres gueux de chômeurs et de SDF qu'ils génèrent eux-mêmes (spéculation immobilière et travail salarié)**, des maires aux conseillers généraux et régionaux en passant par les députés, les ministres et les préfets et autres rentiers affairistes.

Pour preuve, à Montpellier par exemple, **l'arrêt anti-mendicité pendant la période estivale**. Il faut donner une belle image de la ville car il y a beaucoup de touristes qui viennent consommer leurs vacances... Il faut qu'ils soient dans une ambiance détendue, aseptisée, sans risque d'agression, c'est à dire sans que leur bonne conscience de bourgeois ne soit heurtée par l'infamie. On pourrait paraphraser la publicité composée par les responsables de l'agglomération montpellieraine : « Montpellier, la ville où le soleil ne se couche jamais. » en « **Montpellier, la ville où les gueux ne se couchent jamais !** », car jamais tranquilles.

A Montpellier, il y a aussi cette fameuse **opération « Grand cœur »** destinée officiellement à réhabiliter les logements et à construire des HLM. Nous ne pensons pas être dans l'illusion quand nous prétendons que cette réhabilitation a quelque chose de crapuleux, d'ignoble. En effet, bien que les élus de la commune, de l'agglomération, du conseil général et régional, et du ministère soient là à bouffonner dans les médias sur la création de logements dits sociaux (comme s'il y avait des logements pas sociaux, comme si la propriété était une loi naturelle...), ils oublient un peu trop souvent de mentionner les contrats qu'ils ont signés avec les propriétaires particuliers. A savoir que les travaux de réhabilitation de ces logements sont subventionnés à hauteur de 50 % par la commune, l'agglomération, le conseil général, le conseil régional et le ministère du logement. En échange, le propriétaire doit pratiquer des prix réduits sur les loyers pendant une dizaine d'années, c'est à dire des logements « sociaux ». Et après, qu'advient-il de ces logements « sociaux » sur deux, trois ou quatre étages où vont s'entasser des familles entières dans un minimum d'espace ? Le prix des loyers s'envolera et les pauvres seront comme chassés du centre ville. Car voilà ce qu'est l'inavouable intention politique de cette opération « Grand cœur », à l'œuvre dans toutes les grandes villes de France, de Paris à Marseille en passant par Lyon, Lille, Toulouse, Bordeaux, Nice, Strasbourg, etc. Derrière le masque de la charité se cache le racisme, la honte la plus crasseuse qui soit, car ces projets d'urbanisme visent essentiellement à parquer davantage les pauvres à l'extérieur de la ville, dans la périphérie industrielle loin des vitrines toutes clinquantes. **Le projet « Grand cœur » pourrait ainsi être rebaptisé Montpellier ville propre, pour « Faire respirer le centre, donner du souffle à la ville »... comme dit le maire Hélène Mandroux.** Evidemment, ces projets d'exclusion ne datent pas d'aujourd'hui en France. Ils sont à l'œuvre depuis le processus de décolonisation dans les années 50 avec la construction des banlieues et des zones pavillonnaires aux blocs de béton concentrationnaires.

A Montpellier donc, **malgré le vœu du conseil municipal du 30 mars 2005 contre les expulsions**, la mairie n'en étant pas à une contradiction près, **ce sont au moins trois squats qui viennent d'être expulsés en moins d'un mois :**

1) **Le 8 de la rue Boyer**, après avoir été traduit en « justice » par un propriétaire borné alors que les ¾ de l'immeuble étaient inoccupés depuis plusieurs années...

2) **Le 6 de la rue de Suez, avant même que le procès en appel n'ait pu se tenir le vendredi 10 novembre...** Il n'est certainement pas inutile de revenir ici sur les propos infâmes et diffamatoires tenus par la police dans un article paru dans le *Montpellier Plus* du mercredi 8 novembre, p 3, « *Les squatteurs se*

structurent ». Effectivement, nous sommes bien obligés de nous organiser face aux propriétaires du privé comme du public qui nous rebattent les oreilles avec leurs propres principes des Droits de l'homme, de justice et de fraternité par exemple.

Aussi, pour répondre au propos tenu par un policier dans cet article, **nous avons effectivement tout intérêt à médiatiser le « phénomène squat ». Car nous attaquons en règle les fondements de la société bourgeoise : l'échange marchand et la propriété privée (surtout quand elle est publique et sensé appartenir au peuple. Nous nous souvenons avoir été expulsés de la fac de lettres en avril et en septembre dernier pour violation de la propriété de l'Etat...)**. La médiatisation de ce que nous faisons permet aussi de se protéger un minimum des possibles « débordements » de la police, cette milice républicaine capitaliste.

De plus, les flics nous qualifient de :

« gens en errance, des 18-30 ans souvent toxicomanes ».

Premièrement, si nous sommes « en errance », c'est parce qu' on se fait virer des logements vides par les flics eux-mêmes...

Deuxièmement, les flics nous identifient de manière raciste à des « toxicomanes » et donc à des drogués de la seringue dans l'intention crasseuse de nous faire passer pour des gens paumés et dangereux aux yeux de la population. Désolés pour eux cependant, et malgré les mensonges, on pourrait peut être discuter sur les différentes formes de toxicomanies contemporaines ? Entre l'amour pour le travail et le sport, la télé et les jeux vidéo, les anti-dépresseurs et l'alcool, la compétition et la course au profit, la consommation effrénée des marchandises et l'usage de la matraque, etc.

Pour les flics enfin, nous sommes :

« Un exemple parmi de nombreux autres sur ce lieu de rendez-vous des marginaux qui rejettent le système et qui en vivent. »

Que ces messieurs se rassurent car nous sommes loin d'être « des marginaux ». Nous sommes effectivement de plus en plus nombreux à rejeter et critiquer ce système oppressant et abrutissant (le capitalisme), c'est à dire à tout faire pour détruire l'Argent, le travail marchand et l'exploitation, l'Etat, le droit et la propriété privée, la hiérarchie et la division du travail, bref ce qui conditionne l'existence même des classes sociales.

Nous n'avons rien à cacher contrairement à nos ennemis qui se pavanent avec « La Démocratie » ou « La République » sans, hélas, n'y comprendre rien !

3) **Le 2 de la rue du Père Bonnet alors que la maison appartient à la SERM, société à économie « mixte » financée à 90 % par les institutions publiques avec en premier chef la mairie de Montpellier (41,38 %), la communauté d'agglomération (27,61 %), le département de l'Hérault, la CCI, etc.** Expulsés, jetés dans la rue par la police parce que la SERM souhaite démolir la maison pour reconstruire des logements « sociaux » (encore un HLM peut-être ?...). Comme si ce squat ne constituait déjà pas en lui-même un logement « social »... **Ainsi, nous pouvons bien nous interroger sur les prétentions à la « solidarité » et à la « convivialité », ou au « mieux vivre ensemble » de « notre » maire Hélène Mandroux quand elle écrit dans l'éditorial des « Maisons pour tous » saison 2006/2007 :**

« C'est sans relâche que je poursuis avec l'ensemble de l'équipe municipale un objectif, celui de « mieux vivre ensemble », d'une ville où solidarité et convivialité riment avec art et qualité de vie. Que chacun puisse trouver dans la cité aux mille et une vie la place à laquelle le porte ses aspirations, mener une existence la plus agréable et harmonieuse possible, riche de contacts, d'ouverture aux autres et sur le monde qui l'entoure. »

Madame Mandroux n'en finissant pas de pavoiser fièrement l'étendard municipal montpelliérain quand

elle écrit dans l'éditorial du mois de novembre de « Montpellier notre ville » :

« Ici, chaque jour, nous avons les moyens de démontrer que l'action de proximité, que l'audace et l'opiniâtreté permettent de redonner à la politique toutes ses lettres de noblesse face aux démagogues. Montpellier est une ville aux mille et une vies parce qu'elle respecte chacun d'entre vous et qu'elle dessine clairement un destin collectif pour notre territoire. »

Bien entendu, les propos de madame Mandroux n'ont absolument rien de démagogique car elle se sait « bien éloignée des postures médiatiques que certains leaders nationaux [hormis le grand timonier Georges Frêche...] cherchent à nous faire confondre avec l'action politique. »

Pour achever « nos » élus et débusquer encore leurs mensonges publicitaires, on pourrait aussi se référer à une autre petite revue de propagande éditée par la municipalité. Ainsi, il est écrit dans « Montpellier nos quartiers » 2006 :

« Mieux vaut prévenir que guérir... Humaine et solidaire, la Ville de Montpellier a fait de la lutte contre toutes les formes d'exclusion une priorité absolue. » Effectivement, tout est relatif...

« Réussir la démocratie de proximité, c'est mettre en oeuvre des circuits de concertation et de décision ouverts aux citoyens. » Cause toujours car la seule concertation qu'on ait vu, c'est celle de la matraque...

Ou encore : **« Notre priorité c'est vous. Nous voulons que nos choix politiques soient les plus justes et les plus humains et nous engageons nos actions pour vous proposer de meilleures conditions de vie. [...] le droit au logement doit être préservé par tous les moyens. »...** Voilà qui n'est pas manqué de culot !!!

Pour terminer sur ce point, il est sans doute de bon ton de rappeler à nos amis socialistes le problème soulevé par Ségolène Royale (avec pertinence pour une fois) au sujet du contrôle de l'activité des élus par les citoyens de la base, qui les élisent ou non...

En conclusion

Parce que nous n'avons pas de logement. Parce que l'attente pour les logements HLM dure des années et qu'ils ne nous intéressent pas de par leur superficie et leur emplacement. Parce qu'il y a plein de logements vides à cause de la spéculation. Parce que nous ne pouvons et ne voulons pas payer de loyer (nous préférons la possession d'usage à la propriété privée). Parce que nous voulons accueillir des gens de passage. Parce que nous voulons vivre à plusieurs et pas dans des cages à lapins. Parce que nous voulons organiser des activités publiques (concerts, projections, débats, théâtre, cantine, etc.), nous allons continuer notre lutte pour l'appropriation des espaces et des ressources et donc contre la propriété privée et l'échange marchand si chers aux bourgeois !!!

Pour terminer, nous nous permettons de reprendre les propos tenus par Philippe Saurel (adjoint au maire délégué à l'urbanisme) dans le n° d'octobre 2006 de « Montpellier notre ville » au sujet d'un hôtel 4 étoiles s'installant en face du Corum :

« Cet hôtel va **vitaliser** le centre-ville. C'est un grand projet urbain, **bénéfique** pour le tourisme d'affaires, le commerce et **l'emploi** »

Pour une fois, **nous partageons les joies de monsieur Saurel**, nous sommes en totale adéquation avec lui. **Car notre squat va vitaliser le centre ville. C'est un grand projet urbain, bénéfique pour le tourisme d'errance, la critique du commerce et de l'emploi.**